



L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents de l'État et de leurs familles ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles. Elle vise notamment les domaines suivants : les prestations sociales, la restauration, le logement, la famille l'enfance, les vacances et les loisirs, l'arbre de Noël, l'accompagnement social, l'aide financière.

Au niveau régional, les SRIAS (Section Interministérielle d'Action Sociale) sont notamment compétentes pour proposer, dans le respect des orientations arrêtées chaque année par le Comité Interministériel d'Action Sociale (CIAS) et dans la limite des crédits délégués au niveau régional, des actions nouvelles d'initiative régionale à caractère interministériel.

Pour consulter les prestations du SRIAS Ile-de-France :

<http://srias.ile-de-france.gouv.fr/fre>

Au niveau du département et pour le Ministère de l'économie et des finances, l'Action sociale dépend de la Délégation départementale à l'action sociale du 75. Vous pouvez consulter toutes les actions à cette adresse :

<https://actionsociale.finances.gouv.fr/cms/render/live/fr/sites/actionsociale/page-hors-navigation/je-recherche-ma-delegation-depar/75-paris.html>

Pour vous inscrire à la newsletter :

<https://app.evalandgo.com/form/174282/s/?id=JTk5bSU5QWkiOTkiQUQ%3D&a=JTk1cCU5NWoiOUUIQUI%3D>

Le Conseil départemental de l'action sociale de Paris (CDAS), qui fixe les orientations de l'Action sociale du 75 au niveau du Ministère, s'est tenu le 22/06/2023. L'ordre du jour portait notamment sur les points suivants :

1. Point sur l'aide à la parentalité ;
2. Point sur la restauration estivale
3. Présentation par le service social des actions « café des aidants » et « forum de la famille »
4. Crédits d'actions locales
5. Questions diverses.

1) Aide à la parentalité

- chèque sport 12-17 ans

Une nouvelle prestation est offerte à tous les agents, actifs ou retraités, parents d'enfants de 12 à 17 ans révolus. Cette prestation sera délivrée sous forme d'une aide financière dédiée au financement des dépenses relatives à l'équipement et la pratique sportive.

Son montant annuel sera de :

- 80 € pour les agents dont le quotient familial (QF) annuel est inférieur ou égal à 13 000 €
- 50 € pour les agents dont le QF est compris entre 13 001 € et 26 000 €.

Elle sera mise en œuvre pour la rentrée scolaire 2023 et sera portée à la connaissance des personnels dans la newsletter de juillet.

Pour Solidaires Finances, si cette nouvelle aide est à saluer elle doit se montrer plus ambitieuse et pouvoir être attribuée aux enfants dès l'âge de 6 ans. En effet, beaucoup d'enfants commencent une activité sportive dès cet âge; en outre étendre ce dispositif aux enfants à partir de 6 ans peut être incitative et est une mesure de santé publique.

- Extension du CESU ministériel (chèque emploi service universel)

Le bénéfice de la prestation est étendu jusqu'au 14 révolus de l'enfant. Pour les enfants de famille monoparentale ou porteur de handicap, ce bénéfice est ouvert jusqu'au 17 ans révolus.

Les montants du barème de ressources sont revalorisés de 5 %.

Cette extension prendra effet à compter du 1 juillet 2023.

Pour Solidaires Finances, Nous réclamons que cette extension soit poussée jusqu'à 17 ans révolus pour tous les enfants.

- Aides ALPAF

L'aide au logement étudiant évolue avec une différenciation géographique établie entre les villes situées en zone 1 et celles situées en zone 2. En zone 1 l'aide est portée à 500 €, en zone 2 à 400 €. Les locations prises à l'étranger sont positionnées en zone 1.

Le barème de ressources est revalorisé sur le niveau du barème de l'aide à la première installation (API) soit une augmentation de 56 %.

Cette aide se cumule avec l'aide SRIAS Ile-de-France.

- Le marché des places en crèche

Pour 2022 le taux de satisfaction au niveau ministériel est d'environ 50 % pour Paris. Mais nous ne connaissons pas le nombre de places en crèche obtenues via le SRIAS Ile-de-France afin d'avoir une statistique plus fine du taux de satisfaction.

Pour Solidaires finances on est encore loin du compte, trop de familles encore n'obtiennent pas satisfaction.

Pour 2023, un nouveau marché a été lancé, sa durée est de 4 ans. Ce marché est maintenant géré intégralement au niveau régional. Les familles peuvent choisir jusqu'à 5 crèches dans une liste fournie par la Délégation

Plus de 450 demandes ont été déposées à ce jour. Les critères d'attribution restent les mêmes qu'en 2022.

2) Restauration estivale

Les cantines gérées par les prestataires privés dans lesquelles vont les collègues à titre permanent (Argonne, Tolbiac) ou temporaires (Londres, Saint-Sulpice) restent ouvertes au mois d'août.

Pour celles gérées par l'AGRAF, seules les cantines de Bercy, Chevaleret, Réaumur et Banque restent ouvertes.

Des solutions ont été trouvées pour les sites qui disposent d'une cantine AGRAP fermée au mois

d'août :

Sites	Solution de remplacement
Malakoff 16ème	FoodChéri
Godefroy Cavaignac 11ème	FoodChéri
Reims 17ème	FoodChéri
Sand 16ème	FoodChéri
Meunier 12ème	FoodChéri
Paradis 10ème	FoodChéri
Uzès 2ème	AGRAF Banque
Beuret 15ème	Restaurant Mairie de Paris
Moulin Vert 14ème	Restaurant Mairie de Paris
Paganini 19ème	AGRAF Blanqui

Lors de ce CDAS, Solidaires Finances a interpellé l'administration sur la restauration collective.

Il est intolérable que des agents ne puissent accéder à une offre de restauration collective équilibrée, et à des tarifs sociaux, alors que certains d'entre eux ne peuvent assumer financièrement qu'un seul repas complet par jour.

Nous sommes revenus sur la problématique de la restauration collective sur le site du 18^e, sur le prix prohibitif du repas pris au Restaurant Inter Entreprise Montmartre, malgré une subvention poussée à son maximum par le Secrétariat Général.

Pour l'instant aucune solution satisfaisante de restauration collective n'est trouvée, on s'oriente vers la solution de repli appliquée pour la restauration estivale soit la livraison de plateau repas.

Autre gros point noir, le restaurant de Banque ferme fin 2023, les agents du site de NDV qui s'y restauraient n'auront comme solution que le report sur le restaurant de Réaumur. Nous nous sommes fortement inquiétés quant à la capacité du site à absorber le flux supplémentaire de rationnaires, même si des travaux seront réalisés cet été.

Seul point positif, à force d'interpeller la tutelle sur le site de Saint-Hyacinthe, trop éloigné de Réaumur pour que les collègues puissent y aller lorsque le restaurant de Banque sera fermé, une solution a enfin été trouvée puisqu'un conventionnement avec la cantine du Musée du Louvre, plus proche sera mis en place dès la fermeture du restaurant de Banque.

Nous sommes également intervenus sur l'accès aux divers restaurants bloqués par la fermeture à la pause méridienne pour les rationnaires qui viennent de l'extérieur.

Il est rappelé que la restauration AGRAF est ouverte à l'ensemble des actifs et retraités, Le Président du CDAS VA FAIRE REMONTER ce problème auprès de la DRFIP (que nous avons également interpellée par ailleurs, de même qu'AGRAF).

Nous sommes également intervenus sur la pression exercée par AGRAF pour que les rationnaires téléchargent la nouvelle application sur leur smartphone afin de recharger leurs cartes via celle-ci, cette incitation n'a d'autre but, selon nous de supprimer des personnels !

Face à cette levée de boucliers, AGRAF a dû faire apposer dans ces restaurants une affichette précisant que la CB reste un moyen de paiement, de même que les espèces (avec appoint).

3) actions du service social : le café des aidants et le forum des familles

Le service social a présenté ces deux actions :

- le café des aidants

Mis en place en 2019 il a pour objectif d'offrir un lieu dédié, où ceux qui aident des personnes, pour qu'ils puissent s'exprimer, échanger. Il y a eu 6 cafés des aidants organisés en 2023. Les retours ont été très positifs.

- le forum des familles

Un forum a eu lieu le 08/06/2023 sur le site de Réaumur entre 11h30 et 14h00 avec la tenue de différents stands autour de 4 pôles :

- projet de la parentalité et petite enfance
- accompagnement et soutien à la parentalité
- addiction diverses : jeux vidéo/drogues
- infos familles, couple

4) crédits d'actions locales

Le budget crédits d'actions locales 2023 initialement établi a été augmenté de 18 405 euros correspondant au montant des chèques cadeaux non utilisés en 2022 par les collègues, ce montant a été reversé par le prestataire.

Ce budget supplémentaire va permettre la mise en place en 2024 d'actions complémentaires.

De nouvelles sorties à la journée, en demi-journées et des actions de santé publique seront proposées aux collègues en 2024.

Ont été soumises au vote

1) Trois nouvelles sorties à la journée

- la route des écrivains à Châtenay-Malabry (visite de la maison de Chateaubriand et de la maison de Victor Hugo)
- Meung sur Loire et Beaugency (la visite guidée du château de Meung sur Loire et de la Ville de Beaugency)
- Domaine de Chaalis et journée de la rose (la visite guidée du domaine de Chaalis , visite du musée Jacquemart André, découverte de la roseraie, du parc, des ruines de l'église abbatiale , des fresques de la chapelle sainte Marie) .

2) Quatre nouvelles sorties en demi-journée

- visite des Invalides de nuit
- visite du jardin Albert Kahn
- Hôtel particulier de l'ordre des Pharmaciens
- Visite Bourse du commerce

3) Actions de santé publique

Les actions de santé publiques suivantes ont été retenus :

- Mise en place de conférences sur la parentalité (6 visioconférences qui aborderont les thématiques suivantes : 1) l'arrivée de l'enfant dans la famille , le couple 2) accompagner son enfant à grandir 3) les relations parents-adolescents 4) le conflit familial – communication 5) être parents séparés 6) coparentalité et familles recomposées
- consultation de nutritionniste

5) questions diverses

- Journée d'intégration

Une journée d'intégration est prévue pour tous les agents du ministère nouvellement affectés sur Paris qui prendrait la forme d'un « afterwork ».

Solidaires Finances est à l'initiative de cette journée d'intégration qui permet aux collègues nouvellement affectés sur Paris de créer du lien social.